

Comme le fait remarquer le texte de la déclaration, l'industrie américaine, en soulevant à nouveau les mêmes questions, demande ni plus ni moins au département du Commerce d'agir en tant que cour d'appel.

Le Ministre a précisé que le gouvernement fédéral, en collaboration avec l'industrie canadienne et les provinces, prendra toutes les dispositions voulues pour défendre les intérêts du Canada en la matière.

On trouvera ci-joint la déclaration intégrale.